

Distance et fragmentation urbaine dans une métropole brésilienne : l'exemple de Porto Alegre

Nicolas LE BRAZIDEC

Résumé

Métropole du Sud du Brésil, à l'interface entre les mondes lusophone et hispanophone, Porto Alegre est souvent considérée comme la capitale d'un autre Brésil. Dans un pays encore largement marqué par le sous-développement, cette agglomération de 3,7 millions d'habitants se place en haut du classement des villes brésiliennes concernant un grand nombre d'indicateurs sociaux et se trouve à la tête d'un État, le Rio Grande do Sul, dont l'économie est une des plus dynamiques de tout le pays. Pour autant, la ville n'échappe pas au processus d'exclusion qui caractérise le Brésil, pays figurant parmi les plus inégalitaires de la planète. La question de la distance est envisagée ici comme facteur d'émergence de la fragmentation urbaine. Celle-ci résulte, en effet, d'une mise à l'écart, parfois consentie et spontanée de la population; mais, le plus souvent, elle est imposée autant par des logiques économiques que par les acteurs publics comme ce fut le cas pour le quartier de Restinga à Porto Alegre.

Mots-clés: Distance, fragmentation, urbanisme, métropolisation, rénovation urbaine, services urbains, Brésil.

Abstract

Porto Alegre is a metropolis located in the South of Brazil, more precisely at the crossroads of the Spanish-speaking and Portuguese-speaking worlds. It has often been considered as the capital city of a Brazil of another kind. In a still developing country, the Porto Alegre urban area has 3.7 million inhabitants and ranks among the top Brazilian cities as far as many social indicators are concerned. It is also at the head of Rio Grande do Sul which is among the most dynamic Brazilian states economically-speaking. However, Porto Alegre cannot escape from the process of exclusion which characterizes Brazil, one of the countries which suffers the most from severe inequalities. In this article, the question of distance is seen as a factor in the unfolding of urban fragmentation. Indeed, this urban fragmentation comes from the fact that one part of the population of Porto Alegre has sometimes decided to live apart, spontaneously and by consent. But, most of the time, its exclusion has been dictated by economic factors or policy-makers, as in the case of the district of Restinga in Porto Alegre.

Keywords: Distance, fragmentation, urbanism, metropolis development, urban renovation, urban services, Brazil.

Dans l'imaginaire brésilien, Porto Alegre fait figure de métropole d'un autre Brésil, un Brésil qui ne répond pas aux images mentales les plus communément répandues, que ce soit au sein même du pays ou à l'étranger. Pour bien des Brésiliens, cette ville de 3,7 millions d'habitants est avant tout capitale d'un État moins tropical, moins métissé que le reste du Brésil, un État où l'on produit du vin, où les femmes sont blondes,

et où il peut même neiger en hiver : le Rio Grande do Sul (carte 1), c'est l'Europe brésilienne... Bien sûr cette vision est très réductrice mais elle illustre bien dans quelle mesure beaucoup de Brésiliens voient les *gaúchos*¹ comme des gens différents. Les habitants de Porto Alegre ont d'ailleurs bien conscience de leur différence. Ils la cultivent même, fiers de susciter les convoitises d'une partie de leurs compatriotes qui regarde avec envie les réussites d'un Brésil qui gagne. En effet, Porto Alegre est, avant tout, la principale métropole d'un Brésil méridional qui présente un niveau de développement sensiblement plus élevé que le reste du pays (carte 2). Des principales villes brésiliennes, elle possède par exemple le meilleur indice de développement humain (IDH) : 0,832 contre 0,827 pour São Paulo et 0,815 pour Rio de Janeiro (IBGE, 2000). Au même recensement l'IDH du Brésil était de 0,757 si bien qu'on a souvent dit que cette ville était plus proche, par certains aspects, des pays voisins hispanophones du cône Sud, l'IDH de Porto Alegre étant dans le même ordre de grandeur que ceux de l'Uruguay et du Chili (0,831).

Dans le détail, on s'aperçoit que c'est dans le domaine de l'éducation que Porto Alegre obtient les meilleurs chiffres. C'est dans cette ville qu'on relève le plus faible taux d'analphabètes du Brésil parmi les plus de 25 ans. Ce taux est de 5,61 % dans la métropole *gaúcha* contre 6,52 % à São Paulo et même 9,97 % à Brasília. De même, pour ce qui est des revenus par habitant, ce sont les deux métropoles du Sud du Brésil, Porto Alegre et Curitiba, qui occupent le sommet du classement, seulement dépassées par São Paulo, cœur économique du pays. Ainsi, en 2000, le revenu par habitant était de 508 *reais* à São Paulo contre 457 pour Porto Alegre et Curitiba, mais cela restait 1,5 fois plus que dans les villes du Nordeste (Recife, Salvador...) et même supérieur aux revenus par habitant de la population de Rio de Janeiro et de Belo Horizonte.

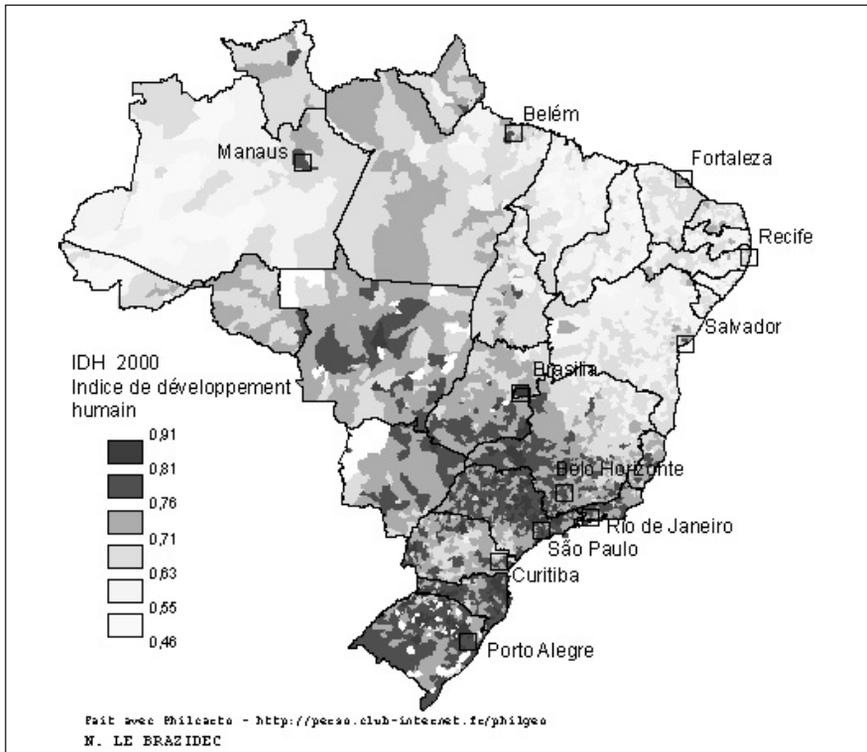
Pour autant, Porto Alegre n'en possède pas moins certaines des caractéristiques des métropoles des pays du Sud. Il serait exagéré de parler de « bombe urbaine » concernant Porto Alegre mais, de la ville moderne au concentré de misère, Porto Alegre comme toutes les villes du Brésil, reproduit en les exacerbant, les contrastes et les maux de la société brésilienne. Dans tous les pays en développement, l'urbanisation des dernières décennies a été concomitante d'une diversification croissante de la société, donnant naissance à des inégalités de plus en plus marquées. Dans certains quartiers, s'étale un luxe ostentatoire. Dans d'autres, à l'inverse, prédomine une profonde misère. Mais peut-on aller jusqu'à parler de fragmentation urbaine ?

On considère généralement que cette notion a été forgée par le géographe brésilien Milton Santos en 1990 à propos du cas de São Paulo.

1. Habitants de l'état du Rio Grande do Sul.



Carte 1 : Situation de Porto Alegre



Carte 2^a : L'indice de développement humain (IDH dans les *municípios* brésiliens)

Même si la définition de la fragmentation urbaine continue de faire débat, les scientifiques s'entendent pour la distinguer de la ségrégation. En effet, la ségrégation sépare les groupes sociaux urbains sans pour autant atteindre le fonctionnement de la ville comme système (Dorier-Apprill, Gervais-Lambony, 2007). Le schéma urbain global conserve une cohérence et les différents acteurs et territoires urbains demeurent interdépendants. À l'inverse, la fragmentation implique l'idée d'une atomisation, d'une désolidarisation qui se traduit dans l'espace par le développement d'espaces de repli aux dépens des espaces publics. Les différents quartiers — qu'on pourrait alors qualifier de fragments — de la ville sont de moins en moins reliés les uns aux autres. Quatre dimensions de la fragmentation peuvent être distinguées : spatiale, économique, politique, sociale :

– la fragmentation spatiale se définit par l'affaiblissement des relations physiques entre les différentes parties de la ville conduisant à des logiques de fermeture qui aboutissent à une juxtaposition de fragments urbains désolidarisés les uns des autres. La ville se caractérise alors par l'émergence de discontinuités rendant les différentes formes de mobilité moins fluides. Le paroxysme de la fragmentation spatiale est atteint lorsqu'émergent des phénomènes de privatisation d'espaces jusqu'alors publics et de sécurisation de l'habitat dont les *gated communities* — appelées *condomínios fechados* au Brésil — constituent certainement la manifestation la plus achevée. Pour autant, il y a des degrés dans la fragmentation spatiale et celle-ci est rarement totale : ce n'est pas parce qu'on est en présence d'espaces très contrastés voire nettement séparés les uns des autres par l'existence de murs qu'il n'y a pas de relations entre les résidents de ces différents espaces (personnel d'entretien, de gardiennage, fréquentation des services et commerces alentour par les résidents puisque la plupart n'ont pas d'autonomie politique et économique) ;

– la seconde dimension — la fragmentation économique — peut être définie comme l'exclusion de certains quartiers du système économique de la métropole alors que, dans le même temps, les quartiers d'affaires des grandes métropoles entretiennent davantage de relations avec les autres villes de l'archipel mégapolitain mondial qu'avec leur propre agglomération ;

– la fragmentation politique renvoie aux problèmes de gestion de la ville comme une totalité. Ce type de fragmentation est d'autant plus observable que les aires métropolitaines s'étendent sur des entités administratives dépendant d'acteurs institutionnels différents et pas toujours coordonnés entre eux. Dans les cas les plus extrêmes, elle peut aboutir à une séparation juridique ou institutionnelle d'une partie de la ville sur laquelle les pouvoirs publics perdent de leur emprise au profit de formes de gestion répondant à des logiques privées ;

– la dernière dimension, la fragmentation sociale, est plus difficile à cerner. Elle ne renvoie pas seulement au processus de dualisation sociale entre les citadins et au creusement des inégalités entre eux. La fragmentation sociale correspond plutôt à la disparition de la ville comme référent identitaire commun à ses habitants (*ibid.*), remplacée par des formes de territorialités à des échelles qu'on pourrait qualifier de microlocales.

L'objectif n'est pas de proposer une réflexion théorique sur la distance, considérée ici comme l'écart entre deux réalités spatiales. Il est plutôt de montrer les liens qui peuvent exister entre des logiques de mise à distance, choisies ou contraintes, et l'émergence du processus de fragmentation urbaine. Autrement dit, il s'agit plus généralement de mettre en évidence le rôle que peut avoir la distance dans l'organisation de l'espace d'une métropole mais aussi, à une échelle encore plus locale, dans celle d'un quartier en l'occurrence celui de Restinga à Porto Alegre. L'étude présentée ici est fondée sur des enquêtes de terrain réalisées en mars-avril 2006 et juillet 2008.

Restinga, le nœud urbain de la métropole de Porto Alegre

Partie intégrante du *município*² de Porto Alegre, le quartier de Restinga se trouve toutefois à 22 kilomètres au sud-est du centre-ville et constitue l'exemple le plus flagrant de mise à l'écart résidentielle dans l'agglomération. Malgré sa distance au centre-ville, l'histoire de Restinga lui est entièrement liée dans la mesure où cette zone inoccupée jusque dans les années 1960 a été acquise par le *Departamento Municipal de Habitação*³ (DEMHAB) en 1967 dans le but de reloger les habitants de plusieurs *vilas*⁴ de la Cidade Baixa⁵.

À l'époque, la mairie met en place le *Plano Municipal de recuperação das Populações Marginalizadas*⁶. Les *vilas* enkystées au milieu des immeubles du centre-ville de Porto Alegre, où vivait une population le plus souvent originaire de l'*interior*⁷ du Rio Grande do Sul, sont rasées. Un nouveau quartier, Restinga, est alors créé *ex nihilo* dans la *zona sul* de la ville pour accueillir les populations expulsées du centre. Cette partie du *município* de Porto Alegre est alors rurale et peu habitée.

2. Une des plus petites subdivisions administratives du territoire brésilien, l'équivalent de nos communes. Le Brésil en compte aujourd'hui un peu plus de 5500.

3. Département municipal du logement.

4. Nom donné aux *favelas* dans le sud du Brésil

5. Ville basse de Porto Alegre, quartier jouxtant le centre-ville.

6. Plan municipal de secours aux populations exclues.

7. La population de la Région Métropolitaine de Porto Alegre (RMPA) a été multipliée par huit entre 1950 et 2000, notamment du fait de l'exode rural. Les Brésiliens qualifient d'*interior* les territoires – qu'ils soient urbains ou ruraux – d'un État ou d'une commune situés en dehors de la capitale ou du chef-lieu.

Les témoignages des premiers résidents du nouveau quartier mettent en évidence le fait que tout n'était que forêts et broussailles à leur arrivée. Une vue aérienne du quartier à l'époque actuelle (photographie 1) permet d'appréhender non seulement le plan en damier caractéristique de cette ville « nouvelle » mais aussi la situation d'enclavement à laquelle se trouve confronté ce quartier qu'une seule route relie au reste de la ville.



Photographie 1* : Restinga, vue aérienne

Le slogan de ce vaste chantier est alors « *Remover para promover*⁸ » (Gamalho, 2005). En fait, la promotion et la perspective d'ascension sociale vantées par la municipalité sont loin d'avoir eu lieu dans la mesure où, dans un premier temps, les habitants ont été relogés dans des baraquements en bois de seulement 2,70 m sur 5,40 m, sans égout ni électricité. De plus, dans les premières années de l'existence du quartier, un seul bus par jour assurait le trajet aller-retour entre Restinga et le centre-ville : il partait à 5 heures pour revenir à 18 heures⁹. Dans les années 1970, quatre cents familles se constituent en association de résidents pour revendiquer l'accès à un logement décent. C'est alors que la municipalité prend l'initiative de construire un quartier appelé Restinga Nova par opposition à Restinga Velha. Des logements de 21 m², 32 m² et 36 m² et disposant cette fois du tout-à-l'égout et de l'électricité sont construits. À la fin des années 1970,

8. Autrement dit, il s'agit de faire déménager les gens pour leur permettre l'ascension sociale.

9. DOS SANTOS, communication orale, 2006

on comptabilise déjà plus de trois mille cinq cents maisons et quatre cent seize appartements disposant chacun de deux chambres. De 1983 à 1985, la construction de nouveaux bâtiments du même type que les grands ensembles construits en France durant les décennies précédentes, permet la création de plus de cinq cents nouveaux appartements. En 1989, commence la construction de près de mille nouveaux logements.

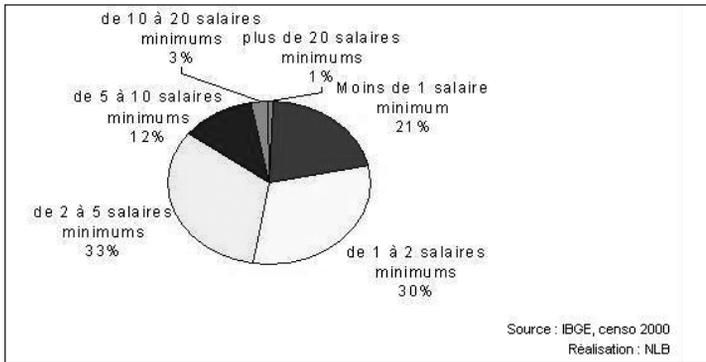


Photographie 2^e : Habitat informel dans une *vila* de Restinga

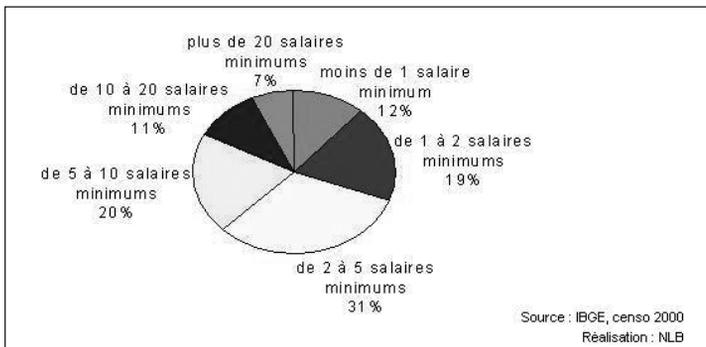
En fait, la question du logement est loin d'être résolue à Restinga puisque, comme l'illustre la photographie 2, les *vilas* y sont encore nombreuses. Si les constructions informelles sont moins présentes à Porto Alegre que dans la plupart des autres métropoles brésiliennes, il semble important de préciser que la question de l'habitat y possède toutefois une dimension qu'elle n'a sans doute pas dans les autres villes du Brésil situées en zone de climat tropical. En effet, si les étés *gaúchos* sont généralement très chauds et secs, les hivers y sont humides et parmi les plus froids de tout le Brésil : la température moyenne du mois le plus froid est de 14,3 °C en juillet, mais, chaque hiver, il n'est pas rare que la température avoisine le zéro pendant quelques jours. Si les cas de maladies liées à l'eau sont moins nombreux qu'ailleurs — notamment dans la zone intertropicale, de sérieux problèmes existent donc concernant les maladies respiratoires, en particulier chez les enfants¹⁰.

10. GARCIA, communication orale, 2006.

En outre, l'étude des graphiques 1, 2, 3 et 4 montre bien en quoi Restinga peut être considéré comme un quartier de relégation à la fois d'un point de vue social et ethnique. À l'échelle de l'ensemble du *município* de Porto Alegre, près de 18 % des habitants possèdent un revenu supérieur ou égal à dix salaires minimums¹¹ alors que les très pauvres, vivant avec moins d'un salaire minimum¹², y représentent 12 % des habitants (graphique 2). À l'inverse, si l'on considère le quartier de Restinga, on s'aperçoit que la part de ceux qui possèdent un revenu supérieur à dix salaires minimums est faible puisqu'elle s'établit à seulement 4 %. Inversement, plus de 20 % de la population y vit avec moins d'un salaire minimum (graphique 1). Cette réalité est confirmée par la carte 3 qui met en évidence le contraste entre les quartiers pauvres du sud et de l'est du *município* et ceux, beaucoup plus aisés, du centre de Porto Alegre et des rives du Guaíba.



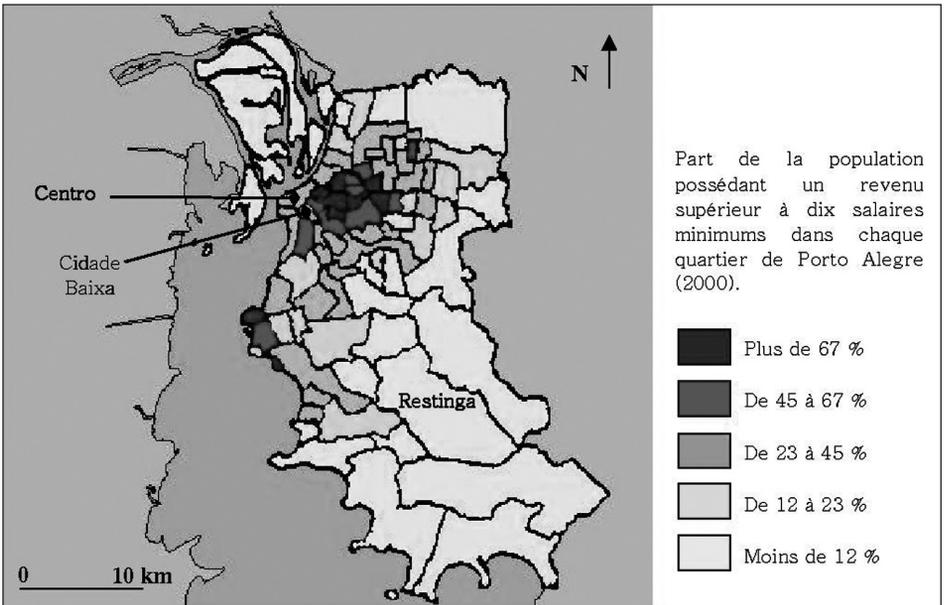
Graphique 1* : Restinga, répartition des individus de 10 ans et plus par tranches de revenu



Graphique 2* : Porto Alegre, répartition des individus de 10 ans et plus par tranches de revenu

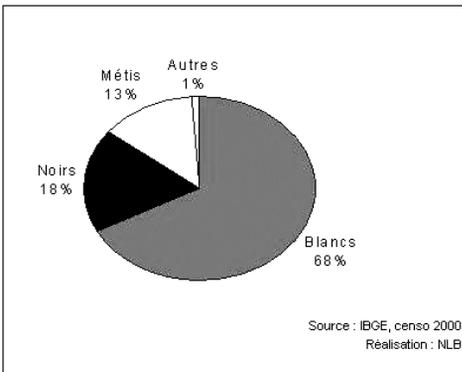
11. Trois milles *reais* en juin 2006, soit environ 1 100 euros. En 2006, le salaire minimum au Brésil était de 350 *reais* (environ 130 euros); il s'établit aujourd'hui à 415 *reais* soit environ 150 euros.

12. Trois cents *reais* en juin 2006, soit environ 110 euros.

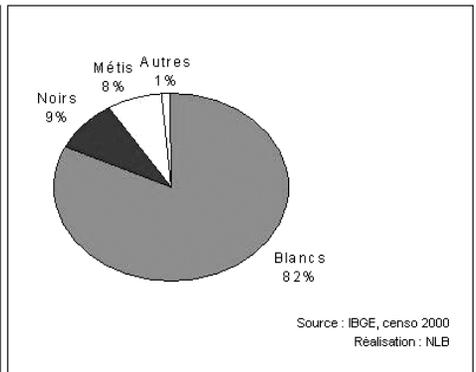


Carte 3*: Les disparités de revenus entre les différents quartiers de Porto Alegre

Cette fragmentation économique recouvre aussi une dimension ethnique (graphiques 3 et 4). A l'échelle du *município* de Porto Alegre, la population blanche représente plus de 82 % du total contre à peine 17 % pour les noirs et les métis. À Restinga, en revanche, les blancs ne représentent plus que 68 % du total alors que, sans être majoritaire, la population des noirs et des métis y atteint 31 %.



Graphique 3 : Restinga, composition ethnique de la population



Graphique 4 : Porto Alegre, composition ethnique de la population

Distance choisie, distance subie

Cette fragmentation économique et ethnique de l'espace trouve ses racines dans un ensemble de facteurs que l'on retrouve dans la plupart des métropoles des pays du Sud comme des pays du Nord. Les Plans Directeurs des années 1960 et 1970, mis en place dans le cadre d'une politique de zonage de l'agglomération de Porto Alegre, ont eu un rôle d'expulseur de la population et des industries à partir du centre¹³. Ce processus est le fruit d'une politique aux accents hygiénistes résumée de la façon suivante par un habitant de la Restinga : « aux yeux de la mairie, le peuple pauvre enlaidit la ville ». La conséquence logique — et souhaitée — en a été une valorisation des quartiers centraux du fait des nouveaux équipements mis en place, entraînant une augmentation du prix du foncier et, par là même, une sélectivité dans leur peuplement. Lorsqu'il n'a pas été directement organisé par la municipalité elle-même, le mouvement vers les périphéries des couches sociales les moins favorisées s'est alors fait, par sélection sociale, en fonction des revenus. Dans un contexte de métropolisation, dont une des caractéristiques fondamentales est l'étalement des agglomérations, l'allongement des distances devient un facteur de renforcement de l'attraction des centres. Vivre près du centre constitue alors un privilège, si ce n'est un luxe, que seules les populations aux revenus les plus élevés peuvent se permettre. Plus que jamais, la distance sociale recouvre alors une distance spatiale et c'est ce qui explique qu'on retrouve aujourd'hui les populations à bas revenus dans les quartiers de Porto Alegre les plus éloignés du centre-ville et des lieux d'emplois ainsi que dans les *municípios* voisins transformés en cités-dortoirs, que ce soit au sein de lotissements publics ou d'*invasões*¹⁴, zones d'occupation sans titre. Alors que, selon l'*Instituto brasileiro de geografia e estatísticas (IBGE)*, Restinga compte 54 000 habitants (mais 150 000 selon des chiffres officiels difficiles à vérifier), les équipements du quartier — qui, avec une population aussi nombreuse, a acquis la morphologie d'une ville à part entière, sans en posséder, toutefois, les fonctions — demeurent particulièrement déficients. À Restinga, 37,5 % de la population a moins de 18 ans, mais le quartier ne compte que vingt établissements d'enseignement allant de la maternelle au collège et aucune structure d'enseignement supérieur. Les habitants déplorent les difficultés d'accès à la culture (le quartier ne possède pas un seul cinéma) et, plus globalement, la quasi-inexistence de structures de loisirs (si l'on excepte l'unique terrain de football). Malgré le nombre élevé d'habitants, le quartier ne possède pas non plus d'hôpital et il faut parcourir dix kilomètres pour se faire hospitaliser dans le quartier voisin de

13. NEVES, communication orale, 2006.

14. Littéralement «invasions».

Belém Velho. Enfin, malgré une tentative de création d'une zone industrielle locale — aujourd'hui en partie abandonnée — les possibilités d'emploi au sein du quartier sont rares, ce qui oblige à de longs déplacements vers d'autres parties de la ville, en particulier le centre.

Les pouvoirs publics ont tardé à comprendre quelle était la véritable contrainte qui se posait aux habitants de Restinga : la distance au centre-ville. La proximité du centre est pour eux essentielle et si ces personnes s'étaient, à l'origine, établies à proximité immédiate du centre-ville, c'est bien parce que les *vilas* vivent toujours en symbiose avec la ville légale où leurs habitants trouvent du travail. Vivre à proximité du centre était donc une nécessité pour une question pratique (aujourd'hui encore, il faut faire plus d'une heure de bus pour effectuer le trajet Restinga-centre-ville), mais surtout d'un point de vue économique car c'était un moyen d'économiser le coût élevé du transport¹⁵.

Dans le cas de Restinga, la mise à distance, en tant qu'exclusion physique du centre de la ville de Porto Alegre, conduit donc à une fragmentation à la fois spatiale et économique. Mais qu'en est-il de la fragmentation dite « sociale » ?

Identité/altérité et distance sociale

L'étranger qui arrive pour la première fois à Porto Alegre entend très vite parler de Restinga. Le quartier, pourtant situé de l'autre côté des *morros*¹⁶ qui ferment l'horizon au sud de la ville, alimente régulièrement les conversations des habitants autant que les titres de la presse locale. Même si la plupart des *Porto-alegrenses* n'y ont jamais mis les pieds, vu du centre-ville, Restinga se présente sans conteste comme le quartier le plus stigmatisé de la métropole. Restinga est synonyme de pauvreté, de violence, de drogue, de laideur. Or la dévalorisation dont ce quartier fait l'objet, sans être totalement infondée, est surtout le fruit d'une méconnaissance de la réalité de ce qui s'y passe, ignorance qui découle elle-même de la distance séparant Restinga du centre-ville. L'éloignement du quartier facilite ici le caractère généralisant des représentations. En outre, celles-ci sont si ancrées dans l'imaginaire collectif des habitants de Porto Alegre que les résidents de Restinga eux-mêmes en viennent à relayer ce discours, qualifiant à leur tour leur quartier d'« usine à voyous » ou de « Porto Alegre souterraine » alors que, dans le même temps, le sentiment d'appartenance y est particulièrement fort¹⁷. Pour autant, il est intéressant

15. En septembre 2008, le coût d'un aller simple en bus était de 2,10 *reais* soit environ 0,80 euros.

16. La « Zona Sul » de Porto Alegre se trouve séparée de la « Zona Norte » par une succession de hauteurs d'environ 300 m d'altitude recouvertes de forêts et de broussailles ce qui accentue encore son enclavement.

17. Restinga possède, par exemple, l'école de samba la plus réputée de la ville et dont les prestations sont les plus attendues au moment du carnaval.

de constater que les habitants du quartier aiment à rappeler la distinction qui existe entre Restinga Velha et Restinga Nova : «Les gens voient tout de suite d'où l'on vient, mais vu que Restinga est considérée comme une bombe à retardement, cela n'intéresse personne si tu dis que tu es de Restinga Nova plutôt que de Restinga Velha : tu vis au milieu du trafic de drogue... Bien sûr que le trafic de drogue est beaucoup plus important à Restinga Velha, ça a toujours été comme ça depuis trente ans» (propos recueillis par Nola Gamalho, mars 2008). On constate ici une volonté de se démarquer de l'appartenance au quartier de Restinga Velha : les habitants de Restinga finissent par reproduire à l'échelle de leur quartier ce dont ils sont pourtant les victimes à l'échelle de la métropole et qu'ils déplorent.

Néanmoins, l'histoire de Restinga, sa situation géographique et ses difficultés participent bien d'un référent identitaire partagé par les habitants qui en vient à surpasser le sentiment d'appartenance à l'échelle plus englobante de la cité. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de constater que pour la plupart des habitants du reste de la ville — en particulier ceux du centre — Restinga incarne l'altérité, une sorte de morceau de Nordeste échoué à la périphérie de leur ville... On peut donc en conclure que la distance est à l'origine d'un processus de fragmentation sociale à l'échelle de la métropole dans la mesure où la ville de Porto Alegre tend à s'effacer comme référentiel commun à l'ensemble de ces habitants.

Distance sociale, proximité spatiale

Ce processus de fragmentation à la fois économique, spatial et social est cependant plus complexe qu'il y paraît. Le graphique 1 est particulièrement éloquent quant au profil socio-économique de Restinga : le quartier est bien l'un des plus déshérités de la ville. Les classes moyennes et supérieures représentent ainsi moins de 3,5 % de la population de Restinga : elles sont donc très minoritaires, mais pas absentes. Pourquoi alors faire le choix de vivre à Restinga quand on a, *a priori*, les moyens de fuir ce quartier si vilipendé ?

Éloigné des zones de bâti dense du centre-ville, le quartier de Restinga est entouré de zones préservées de l'urbanisation comme on peut le voir sur la photographie 1 (p. 140). Ces espaces agricoles, forestiers ou marécageux se voient attribuer une valeur de patrimoine paysager et une fonction récréative par les *Porto-alegrenses*, en particulier les classes moyennes et supérieures. Ainsi, on y trouve centres équestres, golfs, terrains de tennis, de volley, de polo... Une minorité a même choisi d'y habiter dans des *condomínios fechados*, comme l'ensemble «Moradas do Sul» situé à deux kilomètres à peine des zones les plus

déshéritées de Restinga. Comment expliquer alors que la distance au centre et la proximité des pauvres deviennent soudainement acceptables? Tout d'abord, la principale différence entre les habitants des *condomínios fechados* et la plupart des habitants de Restinga est que les premiers possèdent une voiture qui leur permet de rejoindre le centre-ville en trente minutes à peine, c'est-à-dire en moitié moins de temps qu'avec le bus. Ensuite, si la proximité de la pauvreté devient tout à coup supportable, c'est que les classes moyennes et aisées se distancient des quartiers populaires par des murs et des clôtures plutôt que par un éloignement physique: la construction de ces quartiers fermés permet donc une mise à distance sociale tout en maintenant une proximité physique.

Il est de bon ton de critiquer cette recherche de l'entre-soi. Or, malgré ces logiques de repli, quartiers résidentiels fermés et quartiers populaires maintiennent une forme de symbiose. En effet, les *condomínios fechados* entretiennent des liens importants avec les quartiers environnants: les ménages aisés ont recours aux services des habitants de Restinga Velha et Restinga Nova (gardiennage, entretien, ménage). La mise à distance est finalement plus réduite qu'il y paraît.

Pour autant, on a affaire ici à deux types de parcours résidentiel bien différents: dans un cas, la distance au centre-ville est choisie et vécue comme un gage de confort, dans l'autre elle a été subie et est considérée comme une contrainte. De même les habitants des *condomínios fechados* choisissent de vivre dans des quartiers où l'entre-soi a pour contrepartie une certaine forme de contrôle social. Mais là encore, il s'agit d'un choix. À l'inverse, la promiscuité qui caractérise les quartiers populaires, dont on a souvent tendance à vanter les relations de voisinage, l'interconnaissance et les solidarités, est vécue comme un désagrément par une population qui ne bénéficie pas des mêmes possibilités de mobilité résidentielle que les populations aisées (Dorier-Apprill, Gervais-Lambony, 2007).

La rénovation urbaine sans la mise à distance : l'exemple de la Vila Planetário

Pour éviter de réitérer les erreurs commises à Restinga, la municipalité a changé de stratégie au cours des années 1980. Il faut savoir, tout d'abord, que même après les opérations de rénovation urbaine des années 1960 et 1970, des *vilas* se sont maintenues enkystées dans le tissu urbain de Porto Alegre. Ce fut en particulier le cas dans la Cidade Baixa, précisément dans la zone d'origine des personnes qu'on a déplacées vers Restinga: Vila Lupicínio Rodrigues, Vila Las Placas, Vila Planetário...

Jusque dans les années 1980, la Vila Planetário était, par exemple, composée d'un habitat particulièrement sommaire en bois et n'avait pas

encore franchi l'étape de la *durcification*. C'est alors qu'en 1982, les résidents s'organisent en association de lutte pour le logement. Forte de l'expérience catastrophique de Restinga, la municipalité opte alors pour la régularisation de la *vila* et le maintien des habitants au même endroit. Ceux-ci travaillent encore aujourd'hui essentiellement dans le secteur informel comme *papeleiros* et *catadores*¹⁸ ou, dans le secteur formel, pour le *Departamento Municipal de Limpeza Urbana*¹⁹ (DMLU) et le *Departamento de Água e Esgotos*²⁰ (DMAE); d'où la nécessité, pour eux, de vivre à proximité du centre-ville, afin de disposer d'un accès plus facile à leur lieu de travail.



Photographie 3* : Une *vila urbanizada* : la Vila Planetário

Au début des années 1990, la *vila* est donc transformée en *vila urbanizada*, acquérant ainsi une existence légale et bénéficiant d'un habitat en dur, de l'électricité et du tout-à-l'égout. Trois types de maisons sont alors construits en fonction de la taille des familles²¹. À proximité immédiate de l'avenue Ipiranga sont bâties des maisons possédant une seule chambre pour les célibataires et les couples sans enfant (photographie 3). Deux autres types, plus nombreux, se composent de maisons à deux ou

18. Ramasseur de cartons et de canettes de boissons destinés au recyclage.

19. Département municipal de propreté urbaine.

20. Département des eaux et égouts.

21. MACIEL, communication orale, 2006.

trois chambres. Les habitants sont locataires et donnent 7,5 % de leur salaire à la municipalité. On leur refuse l'accès à la propriété dans la mesure où le prix élevé du foncier dans le quartier pourrait les inciter à vendre leur maison dans le but d'en tirer un bénéfice. Au total, quatre-vingt-treize maisons ont été construites abritant aujourd'hui une population de six cents personnes dont le tiers a moins de douze ans. Les plus grands fréquentent les établissements d'enseignement des environs; pour les plus petits, une crèche a été construite en 1988, qui accueille actuellement soixante enfants de 0 à 6 ans. Dans l'ensemble, l'opération de régularisation de la Vila Planetário est donc plutôt réussie, dans la mesure où elle a permis aux habitants de rester sur place, tout en bénéficiant de conditions de vie plutôt acceptables. Ici, les commentaires sur le quartier se font plus enthousiastes qu'à Restinga: «il n'y a que des avantages [à vivre ici] car l'habitat s'est amélioré!»²². Une jubilation qu'il convient de nuancer car l'opération de rénovation de la *vila* n'a pas conduit à une amélioration du statut social des habitants, toujours victimes de la stigmatisation des résidents des quartiers avoisinants, et n'y a pas réglé les problèmes de violence et de drogue.

Conclusion

L'étude du cas de Restinga permet donc de montrer comment la mise à distance conduit à différentes formes de fragmentation: économique, spatiale, sociale. La question de la fragmentation politique n'a pas été ici abordée. Pourtant, au moment de la création de Restinga, au début de la dictature militaire, la mise à l'écart des classes populaires permettait de parler de fragmentation politique dans la mesure où elles étaient les premières victimes du recul de la démocratie au Brésil. À la fin des années 1980, dans le contexte de redémocratisation du pays et alors que le Parti des Travailleurs arrive à la tête de la municipalité, Porto Alegre devient la première métropole au monde à mettre en place une expérience de démocratie participative. Celle-ci repose sur une organisation pyramidale fondée sur des réunions ouvertes à tous qui ont lieu par quartier et dont l'objectif est de faire remonter les besoins des habitants jusqu'aux pouvoirs publics. Le budget participatif est toujours en place aujourd'hui même si des critiques se font jour concernant son efficacité. Fiction ou pas, on peut se demander s'il ne s'agit pas pourtant d'éviter une perte totale du lien politique — au sens premier du terme, qui vient du grec *polis* signifiant la cité — entre les habitants de la ville. Le budget participatif offre, en effet, la possibilité à tous de se réunir pour penser la ville même si les classes moyennes occupent le sommet de l'édifice

22. *Ibid.*

participatif alors que les classes populaires demeurent généralement confinées aux échelons inférieurs.

Quoi qu'il en soit, il semble indispensable de revoir les modes de communication entre Restinga et les principaux pôles d'emplois de la métropole, particulièrement le centre-ville. L'enjeu consiste à enrayer l'atomisation de ce fragment de ville qu'est Restinga, alors même qu'il ne peut que fonctionner en interdépendance avec le centre de Porto Alegre. Ceci passe par l'amélioration de l'axe routier qui relie Restinga au Centro et surtout par le renforcement du nombre de bus et la baisse du coût du ticket pour faciliter les mobilités pendulaires. La mise en place d'un mode de transport ferroviaire pour desservir la partie sud du *município* serait idéale du fait de sa rapidité et de sa capacité d'accueil. Ce train existe déjà dans la partie nord du *município* (le Trensurb), mais il dessert des quartiers plus densément peuplés et plus aisés que Restinga pour lequel la rentabilité d'une telle infrastructure ne pourrait être assurée que sur le très long terme.

Un autre axe de réflexion pourrait consister — et ce n'est pas contradictoire avec l'idée précédente — en la diminution de la dépendance de Restinga vis-à-vis du centre-ville, que ce soit en termes d'accès aux équipements publics ou pour ce qui est de l'accès à l'emploi. Il semble, en effet, nécessaire d'améliorer l'urbanité de ce quartier en le dotant d'infrastructures en rapport avec son volume de population. Ainsi, la construction d'établissements de santé et d'éducation est plus qu'indispensable, tant le sous-équipement est patent dans ces domaines. Une politique volontariste d'attraction des acteurs économiques privés pourrait compléter ce dispositif. La municipalité s'attacherait, par exemple, à favoriser l'implantation d'entreprises demandeuses en main-d'œuvre par un système de zones franches sur le modèle de ce qui a déjà été fait en Europe, en France notamment.

Bibliographie

- AMARAL (Henrique), OSTERMANN (Ruy Carlos), *Porto Alegre vista do céu*, Porto Alegre, Tomo Editorial, 2005.
- DEPARTAMENTO ITERSINDICAL DE ESTATÍSTICAS E ESTUDOS SOCIO-ECONÓMICOS, <www.dieese.org.br>.
- DORIER-APRILL (Elizabeth), GERVAIS-LAMBONY (Philippe) (dir.), *Vies citadines*, Paris, Belin, 2007.
- ESTADO DO RIO GRANDE DO SUL, *Atlas socioeconômico do Rio Grande do Sul*, Porto Alegre, Secretaria da Coordenação e Planejamento, 2002.
- FERRAZ DE SOUZA (Célia), MÜLLER (Dóris Maria), *Porto Alegre e sua evolução urbana*, Porto Alegre, Editora da UFRGS, 1997.
- GAMALHO (Nola Patrícia), *Movimento social, identidade e espaço público na periferia urbana: a radio difusão comunitária no Bairro Restinga*, Porto Alegre, Porto Alegre, UFRGS, Trabalho de graduação, 2005.

- INSTITUTO BRASILEIRO DE GEOGRAFIA E ESTATÍSTICAS, *Censo 2000*.
- LE BRAZIDEC (Nicolas), *Porto Alegre (Brésil), ville du Nord dans un pays du Sud?* mémoire de master 1, Paris, Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, 2006.
- , *Habitat populaire et politiques de rénovation urbaine. L'exemple de la Cidade Baixa à Porto Alegre (Brésil)*, Paris, IHEAL-Université Paris 3-Sorbonne-Nouvelle, 2008.
- MIRANDA (Luiz), NEVES (Gervásio), CORBETTA (Elizabeth), *Atlas social da Região Metropolitana de Porto Alegre*, Porto Alegre, Metroplan, 2003.
- OBSERVATÓRIO DA CIDADE DE PORTO ALEGRE (OBSERVAPOA)
<<http://www2.portoalegre.rs.gov.br/observatorio/>>.
- RIGATTI (Décio), « Espaço da cidade e estruturação social », in PANIZZI (Wrana) e ROVATTI (João) (dir.) *Estudos Urbanos: Porto Alegre e seu planejamento*, Porto Alegre, Editora da UFRGS, 1993.
- SANTOS (Milton), *Metrópole corporativa e fragmentada. O caso de São Paulo*, São Paulo, Nobel, 1990.